



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/C.3/43/L.76  
25 novembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Allemagne, République fédérale d', Argentine, Autriche, Canada,  
Chypre, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, Islande,  
Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Suède : projet  
de résolution

#### Les droits de l'homme dans l'administration de la justice

##### L'Assemblée générale,

Guidée par les principes consacrés dans les articles 3, 5, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/, ainsi que par les dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques 2/, en particulier l'article 6 qui stipule que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie et qu'une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans,

Guidée également par les principes pertinents qu'énoncent la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 3/ et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 4/,

1/ Résolution 217 A (II).

2/ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

3/ Résolution 39/46, annexe.

4/ Résolution 2106 A (XX), annexe.

Appelant l'attention sur la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir 5/, sur les garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort 6/, ainsi que sur les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature 7/, sur le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois 8/ et sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus 9/,

Convaincue qu'il importe de mettre au point et d'adopter le projet d'ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement,

Réaffirmant l'importance des principes définis dans sa résolution 41/120 du 4 décembre 1986 relative à l'établissement de normes internationales dans le domaine des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 40/146 du 13 décembre 1985, 41/149 du 4 décembre 1986 et 42/143 du 7 décembre 1987 sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice,

Consciente de l'importante contribution que la Commission des droits de l'homme a apportée dans le domaine des droits de l'homme dans l'administration de la justice, ainsi qu'en témoignent ses résolutions 1988/33 sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice, 1988/40 sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et l'indépendance des avocats, 1988/45 sur l'internement administratif sans chef d'inculpation ou jugement et 1988/68 sur les exécutions sommaires ou arbitraires,

Constatant l'importance de l'oeuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son programme relatif à la prévention du crime et à la justice pénale, ainsi qu'en témoignent notamment la résolution 1988/44 du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1988' et les travaux du Comité de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance à sa dixième session,

---

5/ Résolution 40/34, annexe.

6/ Résolution 1984/50 du Conseil économique et social.

7/ Voir Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan, 26 août-6 septembre 1985 : rapport préparé par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IV.1), chap. I, sect. E.15.

8/ Résolution 34/169, annexe.

9/ Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Genève, 22 août-3 septembre 1955 : rapport établi par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1956.IV.4), annexe I, A.

Persuadée qu'il faut continuer de mener une action coordonnée et concertée pour promouvoir le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice,

1. Réaffirme l'importance de l'application intégrale des règles et normes des Nations Unies relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice;

2. Demande instamment aux Etats Membres d'élaborer des stratégies pour l'application effective desdites normes et, en particulier, :

a) D'incorporer dans la législation et la pratique nationales les normes internationales existantes relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice et de porter lesdites normes à la connaissance de toutes les personnes intéressées;

b) De mettre au point des mécanismes réalistes et efficaces permettant d'assurer l'application intégrale desdites normes et de mettre en place les structures tant administratives que judiciaires nécessaires pour suivre en permanence leur application;

c) D'adopter des mesures pour promouvoir le respect desdites normes et informer le public du rôle important qu'elles jouent, notamment en assurant leur large diffusion et en organisant des activités éducatives et promotionnelles;

d) De mentionner, le cas échéant, l'application desdites normes dans les rapports qu'ils présentent en vertu des divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

e) D'accroître, autant que possible, l'appui qu'ils apportent aux activités de coopération technique et aux services consultatifs, à tous les niveaux, en vue d'assurer l'application plus efficace desdites normes, soit directement soit par l'intermédiaire d'organismes internationaux de financement tels que le Programme des Nations Unies pour le développement, lorsque des pays en développement inscrivent des projets spécifiques dans leurs programmes de pays;

3. Note avec satisfaction que les organismes des Nations Unies continuent d'accorder une attention spéciale à l'élaboration de normes dans ce domaine, comme le Conseil économique et social l'a demandé dans sa résolution 1986/10 du 21 mai 1986, notamment en ce qui concerne l'usage de la force et des armes à feu par les responsables de l'application de la loi ainsi que la détention non reconnue et l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et l'indépendance des avocats;

4. Encourage les organismes compétents des Nations Unies qui s'emploient à établir de nouvelles normes dans ce domaine à poursuivre leurs efforts en ce qui concerne des questions telles que les exécutions extra-légales, sommaires ou arbitraires, ou la question des états d'exception;

5. Prie instamment tous les organes qui s'occupent de ces questions de tenir pleinement compte des dispositions de sa résolution 41/120 du 4 décembre 1986;

6. Souligne l'importance des programmes d'enseignement et d'information dans ce domaine pour les étudiants en droit, les personnes exerçant une profession juridique et toutes les personnes responsables de l'administration de la justice;

7. Souligne l'importance du rôle des commissions régionales, des institutions spécialisées, des instituts des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et de la prévention du crime et de la justice pénale, et d'autres organisations du système des Nations Unies, ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, y compris les associations professionnelles soucieuses de promouvoir les normes des Nations Unies dans ce domaine;

8. Prend note avec satisfaction des mesures prises par le Centre pour les droits de l'homme et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires de l'Office des Nations Unies à Vienne pour renforcer la coopération, dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants, sur toutes les questions touchant les droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier en ce qui concerne les violations criminelles des droits de l'homme et les persécutions massives;

9. Prie le Secrétaire général :

a) De continuer à fournir toute l'assistance nécessaire aux organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'emploient à établir des normes dans ce domaine;

b) De continuer à aider les Etats Membres qui en font la demande à appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier dans le cadre du programme de services consultatifs;

c) De développer davantage les organes de liaison récemment créés au sein du Centre pour les droits de l'homme et du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires afin de suivre les questions touchant les droits de l'homme dans l'administration de la justice dans les diverses parties du programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme, ainsi que dans les travaux des institutions spécialisées, des organisations non régionales et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, et de fournir, si besoin est, des conseils sur la coordination et d'autres questions pertinentes en la matière;

d) De coordonner les divers services consultatifs techniques assurés par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale en vue d'exécuter des programmes communs et de renforcer les mécanismes existants pour la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice;

e) D'attirer l'attention des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail dans le domaine des droits de l'homme sur l'importance des questions relatives à une protection efficace des droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier pour ce qui est des états d'exception;

10. Encourage la mise au point de stratégies de financement diversifiées, y compris le recours aux contributions volontaires et aux contributions mixtes, multilatérales et bilatérales, pour des projets précis relatifs aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, et la participation accrue d'organismes de développement des Nations Unies, en particulier celle du Programme des Nations Unies pour le développement;

11. Attire l'attention de la Commission des droits de l'homme et de sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi que des réunions régionales préparatoires du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants sur les questions soulevées dans la présente résolution;

12. Décide d'examiner à sa quarante-quatrième session la question des droits de l'homme dans l'administration de la justice.

-----